



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

mouvement des gilets jaunes et maintien de l'ordre public

Question au Gouvernement n° 1476

Texte de la question

MOUVEMENT DES GILETS JAUNES ET MAINTIEN DE L'ORDRE PUBLIC

M. le président. La parole est à M. Philippe Latombe.

M. Philippe Latombe. Samedi, autour de l'Arc de triomphe, nous avons assisté à des scènes d'émeutes d'une violence inouïe, à un dévouement extrême, à la destruction systématique de biens et de symboles. Plusieurs milliers de casseurs s'étaient donné rendez-vous pour en découdre. C'est un miracle que le bilan humain ne soit pas plus lourd.

Monsieur le Premier ministre, ce miracle ; nous le devons à nos forces de l'ordre – CRS, policiers, gendarmes, compagnies mobiles –, qui, partout en France, assurent la sécurité des citoyens, en première ligne face aux casseurs. (*Applaudissements sur les bancs des groupes MODEM, LaREM, LR, SOC, UDI-Agir et LT.*) Les forces de l'ordre font leur devoir avec un dévouement et un sang-froid hors du commun. Leur courage fait notre admiration.

Mais ce n'est pas parce qu'un mur tient qu'il ne faut pas s'interroger sur sa solidité. Depuis plusieurs années maintenant, les forces de l'ordre sont mobilisées en continu pour assurer la sécurisation des manifestations, des lieux publics et des bâtiments, ce qui rend les conditions d'exercice de leur métier très difficiles. Le manque de moyens en matériels et en hommes fait que l'on est contraint de tirer sur la machine pour assurer les missions.

La violence et la haine à leur endroit atteignent un niveau inimaginable. Leur vie privée est maintenant aussi affectée. Dans certains milieux, on « bouffe » du flic : on tue du flic, on le brûle, on le caillasse, alors que, plus que jamais, nous avons besoin de ceux qui assurent notre sécurité. Le nombre des suicides de gendarmes et de policiers est emblématique de leur malaise, de leur souffrance.

Prenons garde à ne pas trop demander à nos forces de sécurité si nous voulons qu'elles continuent à nous protéger, si nous ne voulons pas qu'elles soient gagnées par le désespoir ou la colère.

M. Serge Letchimy. Très juste.

M. Philippe Latombe. Il est impératif de leur montrer que nous les soutenons, d'abord en condamnant fermement – systématiquement à des peines aggravées – ceux qui s'attaquent aux forces de l'ordre.

Monsieur le Premier ministre, quelles dispositions pouvons-nous envisager pour répondre aux besoins et aux attentes de nos forces de sécurité ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe MODEM et sur quelques bancs du groupe LaREM.*)

M. Hubert Wulfranc. Au fait, où en est l'affaire Benalla ?... (*Sourires sur les bancs du groupe GDR.*)

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'État auprès du ministre de l'intérieur.

M. Laurent Nunez, secrétaire d'État auprès du ministre de l'intérieur. Monsieur Latombe, je vous remercie d'abord d'avoir posé cette question et d'avoir souligné l'importance que nous attachons à la santé et au moral de nos policiers et gendarmes. Vous le savez tous, ils sont engagés depuis quinze jours pour maintenir l'ordre face au mouvement dit des « gilets jaunes ». Cet engagement prolongé mobilise toute leur énergie, toute leur attention ; ils font preuve d'une détermination, d'un courage et souvent d'un héroïsme sans faille. Je vous remercie de les avoir salués. (*Applaudissements sur quelques bancs des groupes LaREM et MODEM.*)

Samedi dernier, comme l'a indiqué Christophe Castaner, 67 000 policiers et gendarmes – c'est énorme – étaient mobilisés sur le territoire. Ils ont été l'objet de violences inouïes de la part d'un certain nombre de manifestants. Appelons-les des manifestants ou des casseurs mais ne nous y trompons pas : ils ne revendiquent rien, ils ne cherchent pas à user de leur liberté d'expression ; ce qu'ils veulent mettre à terre, c'est la République, ni plus ni moins. Or le rempart de la République, ce sont nos policiers et nos gendarmes. C'est pourquoi nous leur devons l'attention que nous leur portons. (*Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM, MODEM et SOC ainsi que sur quelques bancs des groupes LR, UDI-Agir et LT.*)

Avec Christophe Castaner, nous serons évidemment attentifs à leur situation. Le Président de la République a annoncé hier après-midi, lors de sa rencontre avec des CRS, qu'une gratification exceptionnelle, dont les modalités seront définies dans les semaines qui viennent, leur sera attribuée. Je rappelle que nous poursuivrons en 2019 la mise en œuvre du plan d'équipement de la police en renforçant ses crédits et ses moyens. Enfin, s'agissant des ressources humaines, nous continuerons à recruter : 10 000 recrutements supplémentaires sont prévus au cours du quinquennat. Pardon de rappeler cette cruelle réalité : c'est à la fin de l'année 2019, et seulement à ce moment-là, que nous retrouverons le niveau des effectifs de gardiens de la paix de 2012.

Voilà ce que les policiers attendent : des engagements forts du Gouvernement. (*Applaudissements sur les bancs des groupes MODEM et LaREM.*)

Données clés

Auteur : [M. Philippe Latombe](#)

Circonscription : Vendée (1^{re} circonscription) - Mouvement Démocrate et apparentés

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1476

Rubrique : Ordre public

Ministère interrogé : Intérieur (M. le secrétaire d'État auprès du ministre)

Ministère attributaire : Intérieur (M. le secrétaire d'État auprès du ministre)

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [5 décembre 2018](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [5 décembre 2018](#)